

# MARS 2009

## 2 MARTSA 2009

---

### **Fanambarana avy amin'ny Vondron'Olom-pirenena sy Fikambanana ao amin'ny Firaisa-monim-pirenena**

Ny Vondron'Olom-pirenena sy Fikambanana ao amin'ny Firaisa-monim-pirenena, izay hahitana fikambanana avy ao amin'ny firaisa-monim-pirenena, sendika, mpandraharaha, olom-pirenena sivily sy miaramila, rehefa nahatsapa ny tokony hampiraisana ny hery mba ahitana vaha-olana haingana amin'izao fahasahiranana diavin'ny firenena izao, dia nivory tao amin'ny La Résidence Ankerana, tamin'ny alakamisy 26 Febroary :

Tao aorian'ny fikaonan-doha dia tapaka fa :

- ny vahaolana mifototra amin'ny fifampiraharaha no hany lalana ivoahana amin'izao savorovoro izao fa tsy ny fampiasan-kery
- hisy drafitra "fototra" natolotra hivoahana amin'izao toe-javatra izao
- Hisy solon-tena vitsivitsy hanolotra io drafitra io an' ny Filohan'ny Repoblika, an'Andriamatoa Andry Rajoelina, an'ny FFKM, ary an' ny Solon-tenan'ny Sekretera Jeneralin'ny Firenena Mikambana
- Hisy fanambarana ho avoaka hanazavana ny fepetra fototra tokony hajaina amin'ny fampiasana hery sy fampiasana fitaovam-piadiana

Nivoaka tamin'ny sabotsy 28 Febroary ilay fanambarana, ary nihaona tamin'ny Andriamatoa Andry Rajoelina ny solo-tenan'ny Vondrona tamin'ny alahady 1 Martsa. Ny fihaonana tamin'ny Filohan'ny Repoblika kosa dia tamin'ny alatsinainy 2 Martsa.

Tsy nahitana fanakianana avy amin'ny andaniny roa ny hevitra naroso, fa namporisika kosa amin'ny tokony hanohizan'izao ezaka izao izy ireo .

Mbola hihaona tsy ho ela amin'ny FFKM sy ny solon-tenan'ny Sekretera Jeneralin'ny Firenena Mikambana ny delegasiona.

Natao teto Antananarivo ny 2 martsa 2009  
**Ny Delegasiona**

**02 Mars 2009**

### **Communiqué du Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes.**

---

Le Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes constitué d'associations de la société civile, de syndicats, d'opérateurs économiques et de citoyens civils et militaires, conscients de la nécessité de se regrouper pour trouver une issue rapide à la crise actuelle, s'est réuni le jeudi 26 février dernier à la Résidence d'Ankerana pour élaborer des pistes de solution.

A l'issue de cette concertation, il a été convenu que :

- la base de la sortie de crise est une solution négociée et non la force
- un schéma » minimaliste » de sortie de crise serait proposé
- le schéma serait présenté prioritairement à M. le Président de la République, à M. Andry Rajoelina, au FFKM et au Représentant du Secrétaire Général de l'ONU par une délégation restreinte

- un communiqué relatif à l'usage de la force et des armes serait publié

Le communiqué a été publié le samedi 28 février et la délégation du collectif a rencontré M. Rajoelina le dimanche 1er mars, et M. le Président de la République le lundi 2 mars.

Après échange de vues, le schéma proposé n'a reçu aucune objection, sur le fonds, de la part des deux parties, qui ont encouragé le Collectif à poursuivre son initiative.

La délégation va rencontrer dans les prochaines heures le FFKM et le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies.

Fait à Antananarivo le 2 mars 2009  
La Délégation

**Source : <http://www.lebret-irfed.org/spip.php?article278>**

# LE QUOTIDIEN

## 02 MARS 2009

### SADC

#### Non à la destitution illégal de l'actuel régime

*Le Conseil des Ministres de la SADC s'est réuni la semaine dernier à la Cape Town International Convention Centre (Afrique du Sud) et a pris un certain nombre de résolutions concernant la crise malgache. Voici la teneur du communiqué de la SADC à l'issue de cette réunion.*

Suivant un dossier transmis par le Premier Ministre de la République de Madagascar au Comité Ministériel de l'Organe de la Troika de la SADC à Addis-Abeba, Éthiopie le 2 février 2009, le Président de l'Organe de la SADC pour la coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité, Sa Majesté le Roi Mswati II de Swaziland, a envoyé une mission d'évaluation à Madagascar. La première mission, conduite par le Secrétaire Exécutif de la SADC, Dr. Tomaz Augusto Salomão, du 6 au 8 février 2009, a eu des consultations avec S.E. Marc Ravalomanana, Président de la République de Madagascar, le Premier Ministre, et d'autres parties prenantes.

Le Président du Comité Ministériel de l'Organe, l'Honorable

Lufto Dlamini, Ministre des Affaires Étrangères du Royaume de Swaziland, a conduit la deuxième mission d'évaluation du 14 au 21 février 2009. Cette mission a eu des consultations avec toutes les parties prenantes, à savoir le Gouvernement de la République de Madagascar, les missions diplomatiques accréditées à Madagascar, la société civile et les représentants des églises à Madagascar, ainsi que l'ancien Maire d'Antananarivo, Mr. Andry Rajoelina.

Après le départ de cette mission, le Président de la République de Madagascar, S.E. Marc Ravalomanana et Mr. Andry Rajoelina ont eu plusieurs réunions qui ont calmé temporairement la situation à Madagascar. Cependant, la rupture des négociations, il y a

quelques jours, rend la situation imprévisible et exige que toutes les parties prenantes dans la région et au sein de la Communauté Internationale suivent l'évolution de la situation de près.

Le Conseil des Ministres de la SADC pendant la séance a délibéré sur la situation politique et la sécurité à Madagascar et a résolu que :

a) la SADC soutient le processus de dialogue en cours à Madagascar et recommande avec insistance que toutes les parties prenantes aux négociations maintiennent leur engagement au processus jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit trouvée;

b) la SADC recommande avec insistance que toutes les parties

prenantes au dialogue respectent l'État de droit et s'abstiennent de recourir à la violence pour résoudre leurs différends;

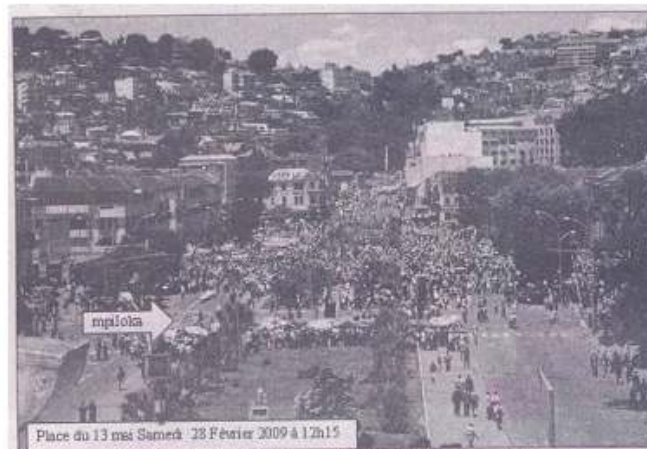
c) la SADC regrette les pertes en vies humaines, les blessures, ainsi que les dégâts matériels; d) la SADC recommande avec insistance que toutes les parties prenantes respectent les principes démocratiques et les valeurs malgaches;

e) la SADC n'envisage pas la destitution illégale du Gouvernement légitime au pouvoir; et

f) la SADC s'engage à fournir l'assistance nécessaire à Madagascar en matière de formation pour les forces de sécurité et d'équipements anti-émeutes.

**Mialivololona**

## Argent de la déstabilisation Un chèque de 1 002 000 dollars adressé au nom de Andry Rajoelina



*Les manifestants de la Place du 13 Mai ignorent que d'importante somme d'argent est en jeu dans le pseudo-mouvement démocratique mené par Andry Rajoelina*

De sources bien informées, un chèque d'une valeur de un million deux mille (1 002 000 de dollars, soit plus de 9 milliards ariary) en date du 03 février 2009 a été adressé au nom de Andry Rajoelina. L'émetteur du chèque n'est autre que José Vianey, de Stanford, une "personnalité proche de l'Amiral Ratsiraka qui n'est plus à présenter. L'investigation est en cours en ce qui concerne l'origine

exacte de cette bagatelle dont le récipiendaire n'est autre que l'ancien maire de la capitale qui depuis le début de l'année mène une croisade pour le renversement de l'actuel régime. Les observateurs de la vie politique ont toujours vu que le mouvement de Andry Rajoelina bénéficie d'un financement extérieur. L'argent étant le nerf de la guerre, on comprend mieux pourquoi Andry Rajoelina

affiche-t-il une détermination dans sa "lutte". Quitte à manipuler ses partisans par le biais d'une campagne de désinformation savamment menée. Quitte à les sacrifier (comme c'était le cas le 07 février lors de la marche vers le Palais présidentiel d'Ambohitrohitra classé zone rouge) pour donner du nouveau souffle au mouvement.

On ne sait pas encore si cette enveloppe est destinée à financer le mouvement ou si

c'est le...e Andry \ RaJoelina, ou les deux Dans

tous les cas, une chose est sûre: Andry Rajoelina, en déstabilisant l'actuel régime, sort financièrement gagnant des événements qui secouent actuellement la Grande Ile.

L' "affaire" lui rapporte gros. Un seul hic : il est obligé de faire en sorte que l' "investissement" des commanditaires de l'actuel coup d'Etat ne soient pas couronné de succès. Il risquerait sa vie.

*Belamonta*

## MOUVEMENT DE CONTESTATION **Enième**

### Appel à la grève générale

Samedi sur la place du 13 mai, l'ancien maire de la capitale Andry Rajoelina a appelé une fois de plus ses partisans à observer une grève générale à compter de ce jour. *«Il faut que tout le pays se bloque jusqu'au renversement du régime en place»*, a-t-il déclaré. Lancé à l'attention des agents de la fonction publique, des forces armées et de toutes les forces vives de la nation, cet appel réitératif constitue la stratégie du mouvement pour paralyser la machine administrative. Le leader de la révolution orange devait décréter de ce fait, une occupation sans limite de la place du 13 mai qui fera office de «bureau» des dirigeants du mouvement, faute de local.

Bien qu'une foule de manifestants ait été présente sur les lieux, l'affluence des premiers jours tout comme le bal populaire n'ont cependant pas eu lieu, tel qu'il a été annoncé la semaine dernière.

Le rassemblement s'est déroulé sans affrontements. Les forces de l'ordre qui ont occupé le site dès l'aube ont tôt fait de

quitter les lieux pour laisser la place aux manifestants. Il semblerait que l'appel de Haile Menkerios à l'adresse des deux camps à renoncer à la violence afin de ne pas compromettre les négociations n'a pas été vain. Mais si le danger a été écarté samedi, il n'en demeure pas moins latent tant que le mouvement Tgv ne cesse d'encourager la population à la désobéissance civile.

Alliance avec une ossature de l'opposition

Le mouvement contestataire conduit par Andry Rajoelina a scellé son alliance avec le comité national de coordination (CNC) réunissant en son sein une trentaine d'entités politiques. Ce bureau a pour fonction de coordonner les manifestations sur tout le territoire et donner ainsi une envergure nationale à la contestation. Quelques-uns de ses membres, à l'instar de Daniel Ramaromisa du Vvsv et de Hary Naivo Rasamoelina du Dhd ont pris la

parole pour haranguer les manifestants. Leurs propos ont consisté pour l'essentiel à porter l'accusation contre les autorités et la politique conduite par elles afin de convaincre les sympathisants à aller au bout du mouvement nonobstant les offres de médiation locale ou issue de la communauté internationale. Quant au premier ministre insurrectionnel et non moins président national du Monima Kamivimbio, il a mis en garde les forces de l'ordre en évoquant le risque pour la population de se défendre contre les actions violentes dirigées contre elle. Monja Roindefo n'a pas cependant précisé la nature de cette auto-défense. Après l'échec des négociations dont lui et le président de la HAT autoproclamé rejettent la responsabilité sur le chef de l'Etat, il a annoncé la décision de son gouvernement de durcir son action. Une exhortation particulière a été lancée à l'endroit des forces de l'ordre pour qu'elles se joignent à leur camp.

**Mialivolona**

PACIFICATION

# Il n'y aura aucun contingent de la SADC

*La Sadc n'enverra aucun contingent à Madagascar. C'est là, l'une des résolutions du conseil des ministres de la Sadc qui s'est tenu en Afrique du Sud.*

La crise malgache a été évoquée lors de la réunion du conseil des ministres de la Sadc qui s'est tenue à Cape Town (Afrique du Sud) le 27 février dernier. Les résolutions du conseil à ce sujet sont claires et nettes: il n'y aura aucun contingent de la Sadc qui viendrait à Madagascar pour toute quelconque mission de pacification.

Le ministre des Affaires étrangères, Marcel Ranjeva, qui y a conduit la délégation malgache, a indiqué hier lors d'un bref entretien, que la Sadc avait déjà été informée de la situation malgache par le premier ministre Charles Rabemananjara à Addis-Abeba (Éthiopie) le 2 février lors de sa rencontre avec les hauts dirigeants de l'organe de la Troïka de la Sadc. Une rencontre à la suite de laquelle, une première mission d'évaluation, conduite par le secrétaire exécutif de la SADC, Tomaz Augusto Salomao, a été dépêchée sur place. A cette occasion, celui-ci a eu des consultations personnelles avec

Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.

Apparemment insatisfaite de cette première mission qui s'est déroulée du 6 au 8 février, la Sadc a envoyé une autre mission, du 14 au 21 février. Celle-ci a été conduite par le ministre des Affaires étrangères du Swaziland, Lufto Dlamini qui s'est également entretenu personnellement avec Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Il a aussi rencontré les missions diplomatiques accréditées à Madagascar, les représentants de la société civile et les médiateurs du FFKM.

Après le départ de cette deuxième mission, Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina se sont rencontrés dans le cadre du dialogue initié par le FFKM. Cependant, les négociations qui devaient se poursuivre ont été plus ou moins compromises par le jeu de «cache-cache» auquel se sont livrés les protagonistes.

Pour la Sadc, selon toujours Marcel Ranjeva, cette situation imprévisible exige que toutes les parties prenantes dans la région et au sein de la communauté internationale suivent de près l'évolution de la situation.

formation « anti-émeute »

Considérant ainsi la nouvelle

donne face au risque de rupture des négociations, le conseil des ministres affirme que « la Sadc soutient le processus de dialogue en cours à Madagascar et recommande avec insistance que toutes les parties prenantes aux négociations maintiennent leur engagement au processus jusqu'à ce qu'une solution pacifique soit trouvée ». La Sadc recommande avec insistance que toutes les parties prenantes au dialogue respectent l'État de droit et s'abstiennent de recourir à la violence pour résoudre leurs différends. La Sadc regrette les pertes en vies humaines, les blessures, ainsi que les dégâts matériels. La Sadc recommande avec insistance que toutes les parties prenantes respectent les principes démocratiques et les valeurs malgaches. La Sadc n'envisage pas la destitution illégale du gouvernement légitime et la Sadc s'engage à fournir l'assistance nécessaire à Madagascar.

En matière de formation pour les forces de sécurité et d'équipements anti-émeutes.

Ainsi, les interventions militaires de la Sadc porteront uniquement sur une formation des forces locales anti-émeutes.

Cette formation sera assurée par des experts.

Recueillis par  
Miadana Andriamaro



Système des Nations Unies  
à Madagascar

## Crise à Madagascar : M. Haile Menkerios de retour

Antananarivo, le **02 MARS 2009**.

M. Haile Menkerios, Sous Secrétaire Général aux Affaires Politiques, est dans le pays depuis jeudi dernier. Le jour de son arrivée (le jeudi 26 février 2009), il a pu rencontrer Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. La rencontre avec Marc Ravalomanana a eu lieu à l'hôtel le Hintsy et celle avec Andry Rajoelina à Ambatobe.

Durant ces deux rencontres, M Menkerios a déclaré qu'il est à Madagascar sous les ordres du Secrétaire Général des Nations Unies et à la demande des deux parties et pour montrer l'engagement du Secrétaire Général et des Nations Unies pour appuyer les deux parties pour arriver à des solutions. « Je suis ici pour appuyer la médiation pour que les deux parties puissent arriver à un accord. Je suis ici pour faciliter la médiation. Je suis ici non pas pour remplacer les médiateurs mais pour les supporter » a-t-il déclaré.

Lors de sa dernière visite les dirigeants des deux parties ont dit qu'ils ont entière confiance au FFKM et ils acceptent sa médiation. M Menkerios a été dépêché par le SG pour appuyer la médiation et en premier lieu aider les deux parties à normaliser la situation actuelle pour arriver à une solution durable pour le pays qui va inclure non seulement les deux parties mais toutes les parties prenantes du pays et les deux parties devraient se mettre d'accord pour cela. Et ils ont accepté selon toujours M. Haile Menkerios. « Nous sommes ici pour supporter la médiation, les deux parties, les autres acteurs à Madagascar pour pouvoir arriver à un accord. » a-t-il déclaré.

Après sa visite à Ambatobe, M. Menkerios a répondu aux questions des journalistes. Il a déclaré qu'il est content d'être de nouveau à Madagascar. « Je suis content d'avoir eu une rencontre avec le Président et une rencontre avec M le Maire. Les deux ont reconfirmé leur engagement pour arriver à des solutions de façon pacifique. Quelques progrès ont été réalisés et ils sont déterminés à continuer » a-t-il souligné. Il a poursuivi ensuite par une question « Comment continuer ? Quelquefois il y a des obstacles. La solution est de savoir comment résoudre le problème. J'ai rencontré le Président et M le Maire et j'ai demandé à tous les deux et c'est aussi mon opinion de la facilitation qu'ils vont donner plein pouvoir à ces groupes de négociateurs. Bien sûr ces équipes de consultation seront constamment en relation avec leurs dirigeants. Une rencontre à haut niveau aura lieu si seulement c'est nécessaire. Et la facilitation va continuer totalement et nous en tant que Nations Unies serions avec les facilitateurs pour les aider pour aider les parties à chaque fois qu'il est nécessaire, nous serons constamment avec eux autant qu'ils en ont besoin ».

Il a ensuite annoncé que le Secrétaire Générale a nommé un médiateur, un expert dans le domaine de la médiation qui va continuer avec ce problème jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée. L'expert en question n'est autre que l'ancien Ministre des Affaires étrangères Malien. Il arrivera mercredi prochain et M. Menkerios restera à Antananarivo jusqu'à ce qu'il arrive.

M. Menkerios a partagé aux journalistes son optimisme. « Je suis encouragé car dans tous les processus de négociation, il y a toujours des problèmes et des obstacles mais tant que les engagements des deux parties sont là et que les deux parties veulent la paix, il est toujours possible de trouver des solutions ».

**Source :** [http://www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article\\_id=846&lang=fr](http://www.snu.mg/new/sites/snu/article.php?article_id=846&lang=fr)



NATIONS UNIES

## Un expert en médiation en renfort de Menkerios

*Déterminée à mener sa mission de médiation à Madagascar, l'Organisation des Nations unies qui a déjà son envoyé spécial dans la capitale depuis jeudi, annonce la venue imminente d'un expert en médiation.*

Ce «*médiateur de la dernière chance*» si on peut l'appeler ainsi, est attendu incessamment, sinon même dans les prochaines heures. Les événements de ces derniers jours ne permettent cependant pas de penser à une reprise du dialogue entre les Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina. Ce dernier a d'ailleurs annoncé son désistement depuis la récente «*défaillance*» de son interlocuteur. Un désistement

déclaré peu après celui du président du FFKM, Mgr Odon Marie Arsène Razanakolona. Celui-ci, cependant, vient de se raviser et déclare réintégrer la table des négociations auprès de ses pairs suite à l'insistance de l'envoyé spécial de l'Onu, Hailé Menkerios avec qui il s'est entretenu longuement.

Marc Ravalomanana s'est aussi déclaré prêt à poursuivre ces négociations. Il l'a fermement rappelé hier dans son message hebdomadaire à la nation. Mais la question reste entière sur les intentions de Andry Rajoelina qui, samedi dernier sur la place du 13 mai, n'a fait aucune allusion sur l'éventualité de la reprise du dialogue. Il a préféré mettre l'accent à une intensification de la grève générale jusqu'à l'aboutissement du mouvement pour l'instauration d'un régime de transition.

Une telle insistance des Nations unies pour une sortie de crise «*consensuelle*» a toute son

importance. Hailé Menkerios lui-même a déjà annoncé qu'il restera jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour la résolution de cette crise.

Après les démarches qu'il a effectuées auprès des parties prenantes aux négociations, les réponses positives enregistrées sont donc ces acceptations par Odon Razanakolona et Marc Ravalomanana aux pourparlers. Ce qui était aussi dans une certaine mesure sa principale mission avant la venue de cet expert onusien en médiation. Sauf que Andry Rajoelina ne s'est pas encore prononcé jusqu'ici.

### Casse-tête chinois

Il lui sera difficile de trouver les arguments pour convaincre les manifestants sur la nécessité de la reprise de ce dialogue, surtout après la fermeté qu'il a annoncée jeudi dernier. Mais Rajoelina doit avoir tout négocié, au risque d'être taxé par la

suite d'avoir renié ses responsabilités pour sortir ce pays de cette situation endurée depuis presque deux mois et partant pour la mise en œuvre de ses propositions sur la conduite de la transition. Un «*casse-tête chinois*» qu'il devra absolument résoudre.

Faire fi de ces négociations, qui seraient donc désormais menées de concert avec les médiateurs du FFKM par cet expert de l'Onu, l'expose à un risque de rejet par ce observateurs internationaux du mouvement populaire qu'il mène actuellement. En tout cas, ce serait une nouvelle intranquillité mal placée sinon même un grave erreur de jugement dont les conséquences ne pourraient être que la non-considération pure et simple de toutes ses revendications.

Les aspirations du peuple dont il se fait le porte-parole sont déjà connues. À charge donc pour lui de prouver sa crédibilité en tant que tel. Car la concrétisation de celles-ci ne se fait pas par de simples «*vociférations*» dans les rues. Mais du moment que les voies d'une recherche de solution pacifique à la crise sont encore possibles, les uns et les autres devraient s'y mettre sérieusement. Ils ont peut-être maintenant une opportunité de la dernière chance pour faire valoir leurs vues respectives, avec l'arrivée de cet «*homme de la situation*» des Nations unies.

Miadara Andriamaro

# Le mouvement se radicalise, les négociations dans l'incertitude

Dans les districts, « Je tiens à sauver l'opposition, nous devons réunir nos efforts, pour être présents dans les districts », a souligné Andry Rajoelina.

Une semaine après leur dernier meeting, les partisans de Andry Rajoelina se sont donné rendez-vous, avant hier, sur la place du 13 mai.

A midi 30, arrivée de Andry TGV, sur le lieu, en tenue décontractée. Portant un jean bleu et une chemise blanche avec le traditionnel foulard orange. Lors de son intervention, l'ancien maire a déclaré « Je tiens à sauver l'opposition, nous devons réunir nos efforts, pour être présents jusque dans les districts ». Une radicalisation du mouvement, en sorte.

Avant d'enchaîner que « Tsy maintsy mipoaka ny sarimbilany ». Repris en écho par les manifestants. A cet effet, le leader du mouvement du



Le rassemblement populaire de samedi dernier.

13 mai a invité tout un chacun à se munir d'un couvercle, lundi.

Cris de ralliement. Andry TGV de réitérer que le régime dictatorial doit tomber. Et de se poser des questions. Qui terrorise le peuple actuellement? Qui piétine les revendications populaires? Le tout ponctué par les cris de ralliement de ses parti-

sans. Il a également souligné que « le 13 mai ne s'arrêtera pas, quoi qu'il advienne ». De ce fait, il a lancé un appel aux forces armées, afin que ces dernières viennent grossir les rangs des partisans de Andry Rajoelina. Même topo pour les fonctionnaires. Et Andry TGV de conclure que la grève générale sera enclenchée, à partir de ce jour. fies

dispositions qui laissent entendre que les négociations sont dans l'incertitude. Notons que deux émissaires de l'opposition ont pris la parole. Il s'agit de Daniel Ramaromisa et de Harinaivo Rasamoelina. Tous les deux ont fait savoir que 29 partis et associations appuieront le mouvement populaire.

Dominique R.

## Radio et Télé Viva

## Des 'pérturbations

Silence total. La radio et la télévision Viva ont connu des perturbations. Elles n'ont pas émis le samedi après-midi jusqu'à la fin de soirée. Si à la radio, on n'a plus entendu qu'un son semblable à celui d'une chute d'eau, la télé, n'a émis qu'une image fixe sur laquelle on pouvait lire le mot « *Masina ny tanin'izana* ».

Hier, les émissions sur la radio ont repris.

Comme beaucoup le savent, ces stations appartiennent à Andry Rajoelina. Elles sont l'une de ses principales armes dans sa lutte contre l'actuel régime. L'ancien maître de la capitale et ses entourages les ont utilisées pour véhiculer leurs idées, leur mouvement, et surtout pour sensibiliser et inciter les



station Viva d'Andry Rajoelina. (Photo d'Archives)

tananariviens à s'associer à pendant un certain temps ont panne technique? La réponse à cette question reste entière.

Le non fonctionnement chez les auditeurs et des radio et télévision Viva télé spectateurs. S'agit-il d'une

Recueilli par HR

## LES NOUVELLES

02-03-09

### MOUVEMENT DE CONTESTATION **Enième**

## appel à la grève générale

Samedi sur la place du 13mai, l'ancien maire de la capitale Andry Rajoelina a appelé une fois de plus ses partisans à observer une grève générale à compter de ce jour. *«Il faut que tout le pays se bloque jusqu'au renversement du régime en place»*, a-t-il déclaré. Lancé à l'attention des agents de la fonction publique, des forces armées et de toutes les forces vives de la nation, cet appel réitératif constitue la stratégie du mouvement pour paralyser la machine administrative. Le leader de la révolution orange devait décréter de ce fait, une occupation sans limite de la place du 13 mai qui fera office de «bureau» des dirigeants du mouvement, faute de local.

Bien qu'une foule de manifestants ait été présente sur les lieux, l'affluence des premiers jours tout comme le bal populaire n'ont cependant pas eu lieu, tel qu'il a été annoncé la semaine dernière.

Le rassemblement s'est déroulé sans affluement. Les forces de l'ordre qui ont occupé le site dès l'aube ont tôt fait de

quitter les lieux pour laisser la place aux manifestants. Il semblerait que l'appel de Haile Menkerios à l'adresse des deux camps à renoncer à la violence afin de ne pas compromettre les négociations n'a pas été vain. Mais si le danger a été écarté samedi, il n'en demeure pas moins latent tant que le mouvement Tgv ne cesse d'encourager la population à la désobéissance civile.

#### Alliance avec une ossature de l'opposition

Le mouvement contestataire conduit par Andry Rajoelina a scellé son alliance avec le comité national de coordination (CNC) réunissant en son sein une trentaine d'entités politiques. Ce bureau a pour fonction de coordonner les manifestations sur tout le territoire et donner ainsi une envergure nationale à la contestation. Quelques-uns de ses membres, à l'instar de Daniel Ramaromisa du Vvsv et de Hary Naivo Rasamoelina du Dhd ont pris la

parole pour haranguer les manifestants. Leurs propos ont consisté pour l'essentiel à porter l'accusation contre les autorités et la politique conduite par elles afin de convaincre les sympathisants à aller au bout du mouvement nonobstant les offres de médiation locale ou issue de la communauté internationale. Quant au premier ministre insurrectionnel et non moins président national du Monima Kamivimbio, il a mis en garde les forces de l'ordre en évoquant le risque pour la population de se défendre contre les actions violentes dirigées contre elle. Monja Roindefo n'a pas cependant précisé la nature de cette auto-défense. Après l'échec des négociations dont lui et le président de la HAT autoproclamé rejettent la responsabilité sur le chef de l'Etat, il a annoncé la décision de son gouvernement de durcir son action. Une exhortation particulière a été lancée à l'endroit des forces de l'ordre pour qu'elles se joignent à leur camp.

Mialivololona

Mardi 3 Mars 2009

. Politique \_ ~ \_\_\_\_\_

Jean Louis Rakotoambo

## Le Teza veut instaurer un « socle démocratique »

Le Teza ne peut demeurer à l'écart de l'actualité malgré les traitements subis par Moxe Ramandimbilahatra dès les débuts du mouvement de la Place du 13 mai. Le Teza se sent de plus en plus impliqué dans

les affaires nationales. Ainsi son président national, Jean Louis Rakotoambo, après analyse de l'histoire de la République de Madagascar, affirme que la source des problèmes de puis 1991-1992 est l'absence de « socle démocratique ». La démocratie promise par nos dirigeants et par nos politiciens n'a pas de base réellement démocratique. Pour éviter dans la durée les crises qualifiées de cycliques, le Teza propose que toutes les forces vives planifient sérieusement pendant une année sur la question et confectionnent sereinement une autre constitution. Ce travail ne doit pas être réservé aux seuls hommes politiques et encore moins aux seuls dirigeants. " doit impliquer les paysans par le biais de leurs



Une « vraie » démocratie peut éviter de telles images.

organisations, les groupements d'entreprises, les sociétés civiles.

Toutes ces entités constituées en comité ad hoc travailleront sur le financement de l'Etat. En plus de la Constitution, ce comité ad hoc révisera

aussi le Code électoral et la loi sur les partis.

### Descente dans la rue et financement étranger

Ayant participé au dialogue sur les partis à l'avoloha, Jean

Louis Rakotoambo ne cache pas son insatisfaction. Les propositions du Teza ont été nombreuses lors de ce dialogue mais elles n'ont pas été retenues, affirme-t-il. Aussi faut-il revoir cette loi sur les partis, déclare-t-il. Il a pris l'exemple de la descente dans la rue qui doit être réglementée et autorisée car c'est un droit, dit-il, que le Teza a proposé mais qui ne figure pas dans l'actuelle loi sur les partis. L'adoption d'une telle proposition aurait apparemment épargné la nation de la situation actuelle ou de nombreux problèmes aux uns et aux autres. En matière de financement des partis, le Teza, poursuit Jean Louis Rakotoambo, a également suggéré et demandé à ce que les partis politiques ne bénéficient pas des financements en provenance des sociétés étrangères ou de leurs filiales car cela corrompt la démocratie, mais cette proposition non plus n'a pas été retenue.

Recueilli par Raw

## Rediffusion des discours de 2002

rs de

**Place du 13 mai.** La grève générale prévue par la Révolution orange a débuté hier, l'on a assisté à la présence des principaux leaders de l'opposition afin de soutenir TGV.

Consignes. Les partisans de Andry Rajoelina ont commencé la « grève générale », hier sur la place du 13 mai. Toutefois, l'on a remarqué que les différents ministères ont ouvert leurs bureaux malgré les consignes données par le leader de la Révolution orange, concernant le « boycottage total de la machine administrative, afin de radicaliser ce mouvement ». Toutefois, le rassemblement a pris une forme assez pacifique hier, dans la mesure où les discours de promesses, effectués par le président Ravalomanana lors du mouvement populaire de 2002, ont été retransmis. Par ailleurs, l'ancien ministre de l'Aménagement du Territoire, Reboza Julien, qui représentait la Plate-forme de l'opposition a déclaré que « désormais, le président Ravalomanana est interdit de séjour à Toliary ». A l'occa-



Les manifestants survolés répondant à l'appel de Andry Rajoelina.

sion, ce fils de la Région sud de la Grande Ile a lancé un appel à tous les partisans de la Révolution orange, afin de « bloquer les aéroports dans les autres régions et d'interdire l'entrée du numéro, Un d'Ambohitsirohitra ». Reboza Julien a également complimenté les manifestations organisées par les partisans du camp Rajoelina à Toliary et à Morondava.

Brouillages. En outre, Pierre Andrianantenaina, un autre leader de l'opposition, a martelé que « le gouvernement

de transition sans Ravalomanana sera certainement mis en place dans quelques temps ». Pour sa part, Andry Rajoelina a déclaré que « très prochainement, la Radio et la Télévision VIVA seront implantées dans toutes les régions de la Grande Ile ». Et de continuer que « nous avons recruté des hauts techniciens pour nous aider à réaliser ce projet et faire face à eux brouillages effectués par le régime pour désinformer la population ». Il a également lancé un appel à tous les entrepreneurs afin

de rejoindre ce mouvement. Les employés des différentes entreprises de la capitale prendront donc part au grand défilé prévu demain sur la Place du 13 mai, et ce, dans le but de soutenir le mouvement orange de Andry TGV. Mais qu'en est-il des négociations entre les deux camps? A noter que l'expert en médiation, envoyé par le Secrétaire général des Nations Unies, sera dans nos murs, dès demain. Reste à savoir si Andry Rajoelina, acceptera de revenir à la table des négociations,

Davis R

## Propositions face à la crise la Société civile à l'avoloha

Le Président de la République, Marc Ravalomanana, a reçu, hier, au Palais d'Etat de l'Avoloha, une délégation de membres de la société civile conduite par la Présidente de la Plate-forme de l'organisation, Lalao Randriamampisona, et venue lui présenter les résultats d'études et de réflexions concertées pendant quatre jours par des groupes d'intérêts de divers horizons (secteur privé, syndicats de travailleurs, société civile, églises, forces de l'ordre...), ayant pour dessein d'aller au-devant de la crise actuelle par une prise de responsabilité et de proposer des idées et des solutions, selon une vision commune à l'organisation.

### Respect des conventions internationales

En s'exprimant au nom de l'organisation de la société civile, le Général Rabirisoaivony devait exposer au Chef de l'Etat les contributions et propositions de ce cercle de réflexion concernant :

- le retour et le renforcement de l'ordre et de la paix civile - la reprise régulière du travail, autant pour relancer l'économie que la machine administrative du pays
- l'assistance aux populations les plus vulnérables
- l'exercice d'un pouvoir d'Etat et le maintien de l'ordre selon les principes de la bonne gouvernance et les pratiques conventionnelles. A cet égard, le Président de la République a affirmé, suite au rapport du Ministre malgache des Affaires étrangères, après la dernière réunion de la SADC où le cas de Madagascar a été évoqué, "le recours à de nouvelles méthodes de maîtrise des manifestations et de protec-



Le Chef de l'Etat recevant les membres de la Société civile respect des conventions internationales\*.

### A l'écoute de la société civile

En s'affirmant être constamment "à l'écoute de la société civile" et toujours "prêt à discuter librement et à recevoir les propositions d'idées", le Président de la République s'est félicité de cette rencontre avec les membres de la société civile et de leur dynamisme dans la recherche de solutions de sortie à cette crise qui plonge "depuis deux mois le pays dans le désordre". Selon le Président Ravalomanana, l'élargissement des échanges avec la société civile, en mettant le respect mutuel entre les parties prenantes comme condition, permettra de consolider l'anage républicain de Madagascar, et de maintenir la confiance et le soutien des partenaires étrangers, lesquels ont déjà reconnu les importants efforts fournis par le pays pour son

Dans cette perspective, le Chef de l'Etat compte sur les membres de la société civile entre autres pour :

- assurer l'éducation citoyenne et rechercher les voies et moyens pour le développement économique du pays, en perspective des OMD
- "maintenir et parachever leurs idées, en dehors de toute influence politique"
- "prendre les devants et les responsabilités pour la sauvegarde de la souveraineté nationale et la préservation de l'ordre"
- mettre en place une entité de suivi comme le Conseil économique et social, dont l'évaluation sera mise en oeuvre à Madagascar par des facilitateurs nationaux
- assurer de la vélocité du traitement des informations - exclure toute discrimination et harmoniser leur vision à celle des politiques pour préserver la souveraineté nationale.

Importation de 75 000 tonnes de riz.

L'objectif étant pour le Président Ravalomanana, de trouver, notamment après réflexion avec les émissaires des Nations Unies, de l'Union africaine, et de la SADC, et conformément à la promesse qu'il a faite de défendre "la Constitution, de ramener l'ordre et la sécurité dans le pays. Comme il l'a insisté, "il est essentiel d'assurer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement des produits de consommation quotidiens", et à ce titre, le Chef de l'Etat a d'ores et déjà annoncé l'importation de 75 000 tonnes de riz et d'une cargaison de farine, tout en rassurant sur la reprise progressive des chaînes de distribution.

## Société civile

# Une solution de crise négociée ...

*Afin de donner un maximum d'informations sur des propositions de sortie de crise, « La Gazette de la Grande Ile » est en mesure de publier le texte de la proposition du « Collectif de la société civile ». Dans ce sens, il importe de dire que Lalao Randriamampionona n'a pas été du tout le pôle parole du Collectif; contrairement à ce que « Le Quotidien » affirme.*

## Neuf solutions immédiates

1. Mise en place d'un gouvernement crédible, sans discrimination, responsable devant une instance neutre;

2. Création d'une instance neutre indépendante intégrant les représentants de chaque pilier d'intégrité (société civile, secteur privé, syndicats, autorité morale, partis politiques, médias, autorité judiciaire, autorité législative, agences indépendantes d'intégrité et de contrôle, Médiature...);

3. Renforcement de l'unité des Forces de l'ordre et redynamisation du Conseil supérieur de la Fonction militaire pour la levée des pressions politiques sur les forces armées dans l'accomplissement de leur mission, notamment de protection des biens et des personnes;

4. Rappel des principes régissant l'usage de la force et des armes et de la proportionnalité de la riposte;

5. Trêve durable et intégration des différents acteurs politiques et autres dans le dialogue;

6. Officialisation des Etats généraux <:le la

Démocratie et des valeurs républicaines pour la mise en place des fondamentaux de la

République :

- Vision commune sur la démocratie, les valeurs malgaches et les valeurs républicaines;

- Institutions: fandaninan'any lasa sy fampihavanana - Constitution - Fonctionnement de la Justice - Fonctionnement de l'Armée - Fonctionnement des Hauts Emplois;

- Démocratie ... Code électoral - Loi sur les partis - Code de la communication - charte sur l'éthique et la démocratie ;

- Décentralisation effective;

- Saine concurrence économique

7. Annonce d'élections dont le calendrier sera déterminé en fonction des résultats des Etats Généraux ;

8. Adoption de mesures sociales de soutien aux catégories les plus défavorisées et plus vulnérables;

9. Adoption de mesures incitatives pour la relance des activités des opérateurs économiques ;



**Crise politique****Deux émissaires internationaux attendus**

Des espoirs pour la reprise de dialogue entre le président Ravalomanana et Rajoelina. Deux émissaires Internationaux sont attendus dans notre pays cette semaine.

Il s'agit de Ramtane Lamamra, envoyé spécial de l'Union Africaine (UA), et de Tiebilé Dramé, l'émissaire du secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

La mission de Ramtane Lamamra est bien claire. « Le président de la Commission de l'Union Africaine a décidé de dépêcher à Antananarivo dans les tous prochains jours ce commissaire à la paix et à la sécurité au sein de l'UA pour des consultations avec les parties malagasy en vue de trouver une solution pacifique et négociée à la crise », selon un communiqué de l'UA publié par l'AFP (Agence France Presse).



Tiebilé Dramé, envoyé par les Nations Unies et Ramtane Lamamra de l'UA.

**Un expert dans la résolution des crises**

Le deuxième médiateur, le Malien Tiebilé Oramé, est envoyé par les Nations Unies, « Sa mission serait distincte de celle du sous-secrétaire général de l'ONU chargé des affaires politiques, Ha'ilé Menkerios, qui est de retour à Madagascar jeudi après un premier passage début février », a fait savoir le porte-parole de l'ONU sans préciser exactement le travail qui

sera confié à ce diplomate malien, Ha'ilé Menkerios, dans une conférence de presse à Antanimena, l'a qualifié comme un expert dans la résolution des crises politiques,

Tiebilé Oramé qui est un homme politique malien et un fin diplomate n'est pas à sa première mission diplomatique pour le compte des Nations Unies. Il a également occupé de

hautes responsabilités dans l'association Internationale de défense des droits humains qu'est Amnesty International. Au compte de l'ONU, il a servi en Haïti et au Burundi, après avoir été ministre des Affaires étrangères du Mali.

Depuis le début de la crise, des organismes internationaux n'ont pas cessé d'envoyer des médiateurs à Madagascar.

L'ONU, l'UA, la CC (Commission de l'Océan Indien) la SADEC (South Africa Development Community) ont fait preuve de diligence pour résoudre le conflit opposant le président Ravalomanana et Rajoelina. Jusqu'à présent, tous leurs efforts n'ont pas apporté de fruit.

**Recueilli par H.R**

## Midi Madagascar

**04-03-09**

Ramtane Lamamra

### Une sortie de crise avant juillet

Ramtane Lamamra, commissaire de l'Union Africaine à la Paix et à la Sécurité, se trouve dans nos murs, depuis hier. Cet émissaire de l'Union africaine, qui prend le relais après le départ d'Amara' Essy, a rencontré, hier même, le président Marc Ravalomanana et le Premier ministre Charles Rabemananjara. « *Nous souhaitons que la solution à la crise malgache soit trouvée avant le Sommet de l'Union africaine. Nous souhaitons que les Malgaches soient un peuple uni et rassemblé pendant ce Sommet.* » a déclaré Ramtane Lamamra. Ce médiateur algérien n'a pas encore dévoilé la stratégie qu'il va mettre en oeuvre pour faire réussir sa mission. Il s'est contenté de souligner que les Malgaches doivent être les acteurs et les bénéficiaires de la sortie de crise. « *Nous encourageons les parties à trouver la solution malgache au problème malgache* », a lancé Ramtane Lamamra. A partir d'aujourd'hui, un autre médiateur effectue une autre mission de médiation à Madagascar. Il s'agit du Malien Tiebilé Drèlme, nommé par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon. En tout cas, et malgré l'impasse dans la recherche de la solution à la crise, l'hôtel « Le Hintsy » à Ambohimambola continue d'abriter la rencontre des mandataires des deux camps adverses. Hier à 15H30, à l'heure où nous passions sur les lieux, seuls Ny Hasina Andriamanjato et Désiré Philippe Ramakavelo, deux mandataires issus du camp Rajoelina, étaient présents. En fait, d'après nos informations, un rendez-vous a été prévu hier à l'hôtel « Le Hintsy », mais l'on n'a pas été fixé si la rencontre entre les dirigeants du FFKM et les mandataires des deux camps a eu lieu effectivement.

**RAJAOFERA Eugene**

## POLITIQUE

### Brèves

#### A chaud

Echauffourées à Ambohipo. Les forces de l'ordre ont donné l'assaut aux barrages érigés du côté d'Ambohipo hier. Ils ont été aperçus sur les lieux dès le matin. Ils y sont ensuite revenus dans l'après-midi pour un face-à-face avec les habitants, composés essentiellement d'universitaires, tout en utilisant des gaz lacrymogènes. Ils sont ensuite passés à l'offensive en début de soirée. Des coups de feu ont été entendus.

Des ambassadeurs chez Rajoelina. Niels Marquardt, Wolfgang Moser, Jean-Claude Boidin et Marie-Claire Gerardin, respectivement ambassadeurs des États-Unis, d'Allemagne, de l'Union européenne et la chargée d'affaires à l'ambassade de France, ont rencontré Andry Rajoelina, président de la « Haute autorité de la transition » hier à Ambatobe. Aucune information n'a filtré des discussions qui ont duré près d'une heure.

Procès de Robert Razaka jeudi. L'ancien sénateur Arema, Robert Razaka, sera traduit devant la barre jeudi selon son avocat. Il a été arrêté par les forces de l'ordre la semaine dernière suite à la mobilisation qu'il avait appelée en vue d'empêcher l'éventuelle visite du chef d'Etat à Toliara. La manifestation avait viré au pillage.

**Date : 04-03-2009**

## Dialogue

### L'Union africaine inquiète

Deux nouveaux représentants de l'Union africaine sont arrivés hier pour faire le suivi de la mission de leur collègue Amara Essy. Ce dernier a rédigé un rapport inquiétant sur la présente situation.

Les rapports de mission d'Amara Essy, émissaire de l'Union africaine (UA) et ancien diplomate, ne sont pas rassurants. Le document déplore l'écart entre la position du président Ravalomanana et celle d'Andry Rajoelina, président de la « Haute autorité de la transition » (HAT). Cela amenuise les chances d'aboutir à une issue négociée dans le contexte actuel.

« Les positions respectives du président malgache Marc Ravalomanana et d'Andry Rajoelina sont très figées pour le moment. Cela est inquiétant quant à la possibilité de trouver une solution rapide et pacifique à la crise (...) », a regretté Amara Essy dans son rapport, cité par l'Agence France presse (AFP) hier. Il rappelle également que « l'UA a un rôle particulier à jouer pour éviter le chaos ».

Durcissement du ton L'ancien diplomate avait effectué une mission d'évaluation de la situation en février. Il est resté discret pendant son séjour à Antananarivo. Maintenant, il propose la mise sur pied d'un « gouvernement ouvert à l'opposition ». Il montre aussi sa réticence aux solutions extra-constitutionnelles. « Si les deux parties s'accordent pour des réformes dans le cadre de la Constitution, je crois que les choses peuvent aller très vite », a-t-il indiqué.

Dans son rapport, Amara Essy a préconisé une visite de Jean Ping, président de commission à l'UA. Un déplacement du président lybien Mouammar Kadhafi, président en exercice de l'organisation panafricaine, a également été proposé.

En parallèle à la publication des rapports d'Amara Essy, l'UA a dépêché Ramtane Lamamra, son commissaire à la Paix et à la sécurité, à Antananarivo. Ce dernier a une mission de « consultation avec les

parties malgaches en vue de trouver une solution pacifique et négociée à la crise », selon un communiqué de l'organisation panafricaine, il y a quelques jours.

Ramtane Lamamra a déjà rencontré le président Ravalomanana et le premier ministre Charles Rabemananjara pour délivrer un message du secrétaire général de l'Union africaine, hier. Le porteur du message de Jean Ping espère que « le Sommet (de l'Union africaine) de juillet 2009 puisse être le sommet de la célébration de la fin de la crise malgache », selon le communiqué de la Présidence.

Malgré les positions « très figées » du président Ravalomanana et d'Andry Rajoelina, les discussions se poursuivent quand même entre les émissaires des deux camps. Hier, ces derniers se sont encore rencontrés, sous l'égide des chefs d'Églises au sein du Conseil chrétien des églises (FFKM), assistés par Hailé Menkerios. Mais sur le fond, aucune avancée n'est constatée.

Sur le terrain, le ton est encore au durcissement. Andry Rajoelina a appelé à renforcer la grève générale en lançant une nouvelle organisation pour gonfler les rangs des manifestants, hier sur la Place du 13 Mai. Les manifestations en provinces s'enchaînent également.

Côté forces de l'ordre, des éléments de l'Etat-major mixte opérationnel (Emmo/nat) n'hésitent pas non plus à intervenir. C'est le cas des assauts répétés à Ambohipo pour démanteler les barrages érigés sur place. Ils accélèrent en même temps le processus d'acquisition d'armes anti-émeutes.

Encadré

#### Un collectif des citoyens propose

Des membres d'associations, de société civile, de syndicats, d'opérateurs économiques et de citoyens civils et militaires s'activent pour proposer une voie de sortie de crise.

Lalao Randriamampionona, Madeleine Ramaholimiaso, le général Guy Ratrimoarivony ou encore Raboanarijaona se regroupent au sein du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes. Ils ont rencontré le président Ravalomanana et Andry Rajoelina. Ils comptent également discuter avec les représentants du Conseil chrétien des Eglises (FFKM) et le représentant du secrétaire général des Nations unies.

Les membres du Collectif des citoyens sont convenus d'une base de sortie de crise « à partir d'une solution négociée et non la force ». Ils projettent également la proposition d'un « schéma minimaliste » de sortie de crise.

Iloniaina Alain

**Date : 04-03-2009**

#### Grève générale

##### Ambositra sous contrôle des manifestants

La situation risque de devenir explosive dans le chef-lieu de région d'Amoron'i Mania. La grève générale lancée par le Comité de soutien pour la démocratie d'Amoron'Imania (KMDA) a été généralement suivie à Ambositra depuis lundi. Les manifestants ont mis en place deux barrages de contrôle, à l'entrée et à la sortie de la ville. Ils veulent ainsi empêcher les éventuelles interventions des forces de l'ordre venant de l'extérieur.

La démission du chef de région, René Rasolofoarimanana, reste la principale revendication des manifestants à Amoron'Imania. « Nous réclamons son départ afin d'évincer un complice de Marc Ravalomanana. Mais il n'a pas voulu nous faire face. La grève générale continue », a déclaré hier soir au téléphone Mamy Josoa, co-dirigeant du KMDA.

Le jeune avocat a confié qu'outre la fermeture des bureaux et écoles, l'enlèvement des portraits de Marc Ravalomanana exposés dans les différents lieux de travail est aussi ordonné. « Cela marque le changement que nous réclamons par le biais de la manifestation », a-t-il ajouté.

De son côté, le chef de Région a répondu aux manifestants sur les ondes de la radio locale FM 104 hier à 19 heures, en maintenant sa position. Il s'est montré cependant ouvert à la collaboration. « Je ne peux pas démissionner puisque j'ai déjà fourni des efforts pour l'intérêt de la circonscription. L'exercice de notre fonction est aussi régie par la loi », a-t-il soutenu.

Une délégation du KMDA s'est rendue au bâtiment de la Région lundi pour convaincre René Rasolofoarimanana de démissionner de son poste. Mais elle n'a pas pu trouver ce dernier qui n'avait pas ainsi rejoint son bureau.

Fano Rakotondrazaka

**Date : 04/03/2009**

Questions à... Andry Ralijaona

«La Jirama doit regagner la confiance des bailleurs»

Le Président du conseil d'administration de la Jirama s'exprime sur la situation actuelle de cette société d'État.

• Est-il exact que le directeur général de la Jirama perçoit un salaire mirobolant ?

Il ne faut pas se focaliser sur le montant du salaire mais par rapport à la mission assignée aux dirigeants de la Jirama. En tant que consultants, leur mode de rémunération peut être différent, alors le montant peut paraître élevé. Ensuite, il faut situer les choses dans leur contexte, car le recrutement de ces étrangers a fait suite à un manque de confiance des bailleurs de fonds à l'endroit des dirigeants malgaches de la Jirama. Il faut donc reconquérir cette confiance, car nous avons besoin de nos partenaires pour nous aider au financement des investissements, nécessaires au redressement de la société.

• Cela signifie-t-il que la compétence malgache ne suffit pas pour gérer cette société ?

Comme je l'ai dit, les bailleurs n'avaient plus confiance aux Malgaches. Aujourd'hui, cette confiance commence à être regagnée puisque des cadres et des techniciens malgaches travaillent de concert avec les dirigeants étrangers. C'est à nous donc maintenant de prouver que nous méritons cette confiance. J'espère qu'on aura l'occasion de le faire à travers le contrat de gestion qui sera mis en place prochainement.

• Qu'en est-il de ce contrat de gestion ?

Il consiste à confier la gestion de la Jirama à un cabinet d'étude indépendant, dont la rémunération sera entièrement supportée par la Banque mondiale. L'appel d'offres relatif au recrutement du cabinet est déjà lancé, et je précise que les boîtes malgaches et étrangères peuvent soumissionner sans distinction. Le contrat des actuels dirigeants prendra fin officiellement le 31 mars, l'équipe du futur gestionnaire pourra donc entrer en fonction à partir de cette date. Une période de transition de six mois sera instaurée, durant laquelle l'actuel directeur général restera encore à la tête de la Jirama pour assurer la continuité.

• Où en est-on dans la scission entre les secteurs eau et électricité ?

Il appartiendra aux futurs dirigeants de se pencher sur la question. Ils choisiront le moment opportun, ainsi que l'étude des aspects techniques pour effectuer la scission des deux secteurs.

Propos recueillis par Mahefa Rakotomalala

**Date : 04/03/2009**

Crise

Les sociétés s'organisent pour survivre

Le chômage technique constitue de plus en plus une alternative pour les entreprises pour faire face à la crise actuelle.

Marasme dans le monde des affaires. Depuis une semaine, 10 sociétés par jour ont recours au chômage technique selon les informations qui émanent du Ministère du travail, de la fonction publique et des lois sociales. Outre la crise financière internationale qui présente des impacts importants sur leurs commandes, notamment au niveau des zones franches, la crise politique actuelle étrangle la trésorerie des entreprises.

Les sociétés franches procèdent en général à un chômage technique par vagues selon le volume des commandes. « Une entreprise franche peut envoyer chaque semaine des employés en chômage technique. Et même si les composants de la première vague n'ont pas repris leur travail, elle peut envoyer une deuxième, voire d'autres vagues en chômage technique. C'est entièrement leur droit », explique Olivier Razafindralambo, directeur régional de l'emploi.

Les employés en activité reçoivent leurs salaires en fonction du volume de travail achevé.

Suite à l'annulation de l'arrivée des touristes, tous les secteurs relatifs au tourisme entre autres l'hôtellerie, les sociétés de location de véhicules ont aussi envoyé leurs employés au chômage technique.

Pour l'hôtellerie, le chômage touche une partie ou la totalité du personnel selon les départements. Pour la plupart, 50 % des employés ont été envoyés en chômage pour une durée ne dépassant pas les six mois. Quinze jours de travail

Les 50 % restants sont répartis dans deux groupes travaillant chacun pour une durée de 15 jours. L'objectif est de réduire les charges tout en aidant les employés. « C'est difficile de se retrouver sans emploi en cette période. Cependant, nous devons diminuer nos charges. D'où le chômage partiel », avance le gérant d'un grand hôtel de la Capitale.

Dans le cadre de la réduction des dépenses, des hôtels condamnent des étages ou des parties de leurs bâtiments. L'électricité y est coupée et tous les services y sont suspendus.

Lantoniaina Razafindramiadana

**Date : 04□03□2009**

Brèves

Indices

75 000 tonnes de riz venant de l'Inde. Le Chef de l'État, Marc Ravalomanana, a annoncé récemment l'importation de 75 000 tonnes de riz pour éviter la flambée des prix ou la pénurie de cet aliment de base de la population. Selon une source, cette denrée pourrait provenir de l'Inde, un pays qui depuis un certain moment approvisionne la Grande île.

Une vague de 50 000 tonnes a déjà été expédiée à Madagascar dans le cadre de la lutte contre la crise alimentaire.

Affluence de voitures d'occasion à Andravoahangy. Les vendeurs de voitures d'occasion sont de plus en plus nombreux à Andravoahangy. La place du 13 Mai était auparavant la plus occupée mais avec la manifestation populaire, ces commerçants ont préféré quitter les lieux. Minibus, voitures légères de différentes marques surtout les plus récentes y sont exposés le long des trottoirs depuis le pont de Behoririka. Néanmoins, la vente est peu fructueuse actuellement.

Le GEM confirme sa neutralité. Le Conseil exécutif du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), a réaffirmé sa position de neutralité. Hier dans un communiqué, il a aussi mis l'accent sur la nécessité de préserver le fonctionnement des entreprises. Les membres ont été conviés à faire appel à l'Emmo□nat en cas d'intervention extérieure visant à perturber leur fonctionnement.

**Date : 04□03□2009**

04 MARS 2009

## Intervention musclée de l'Emmonat hier

**Ambohipo.** 38 bombes lacrymogènes ont été utilisées hier, afin de disperser les habitants d'Ambohipo qui ont multiplié les barrages (anti-Emmonat.)

Quartier chaud. L'Emmonat est revenu dans le quartier d'Ambohipo hier, vers la fin de l'après-midi. Et ce, dans le but d'enlever les barrages « anti-Emmonat » érigés par les étudiants aux alentours du Campus universitaire. Au total, 38 bombes lacrymogènes ont été utilisées afin de disperser les habitants qui ont multiplié les barricades en apprenant que les forces de l'ordre vont arrêter les meneurs de grève. Cependant, aucun blessé n'a été enregistré lors de cette intervention musclée qui a duré un peu plus d'une heure. Il convient de noter que les forces de l'ordre n'ont pas pénétré à l'inté-



*Différentes sortes de barrages ont été installés par les étudiants.*

rieur des cités universitaires. Certainement, ils ont évité les affrontements directs avec les étudiants, qui ont riposté par des jets de pierre. Au lendemain du premier affrontement entre les habitants et l'Emmonat donc, le quartier d'Ambohipo est devenu un des endroits les plus chauds de la capitale. D'autant plus que cette histoire risque de ne pas s'arrêter là car les habitants ont de nouveau érigé les barrages après que les forces de

l'ordre ont évacué les lieux.

Faire sortir les employés. A noter qu'hier matin, les étudiants résidant dans les cités universitaires ont dressé plusieurs barrages aux alentours d'Ambohipo afin de montrer leur mécontentement quant aux jets de grenades survenus lundi dernier. Au total, quatre barricades ont été installées jusqu'à Ambanidia. Les étudiants vont certainement renforcer les manifestations sur la

place du 13 mai ce jour. D'autant plus que Andry Rajoelina a déclaré hier que « le mouvement va s'intensifier ». En effet, les partisans de la Révolution orange ont prévu de faire sortir les employés des ministères et des différentes entreprises installés au cœur du centre ville ce jour. « Des cars seront envoyés là-bas afin de faciliter leur déplacement », a ajouté Andry Rajoelina. Par ailleurs, il a réitéré son appel à l'endroit de tous les opérateurs économiques afin de grossir les rangs des manifestants. Et de leur demander d'apporter des banderoles. " Il convient de noter également que les tenants de la « Haute Autorité de la Transition » et les chefs des partis politiques regroupés au sein de la Plateforme de l'opposition ont déposé une requête à l'endroit des ambassadeurs résidant à Madagascar hier, en leur demandant le gel des avoirs financiers et la saisie des biens meubles et immeubles appartenant au président Ravalomanana.

**Davis R**

Tribune 04-03-09

13 Mai

## Les TGV iront dans les ministères

Une nouvelle stratégie pour amener les travailleurs à se mettre en grève. Hier, Andry Rajoelina a déclaré devant ses partisans réunis sur la Place du 13 mai à Analakely : « nous irons dans les ministères, les différents centres et établissements et les entreprises pour y chercher les employés qui y travaillent encore ». Cet ancien maire croit que ces gens ne sont pas libres de rejoindre le mouvement.

En terme plus clair, les partisans de Tgv feront sortir les employés de leurs lieux de travail. Il reste maintenant à savoir que feront les manifestants si ces travailleurs refusent d'adhérer au mouvement et de descendre dans la rue.

Andry Rajoelina et son équipe n'ont pas caché l'objectif de la grève. « Il faut

bloquer la machine administrative par tous les moyens et ce régime tombera facilement », ont-ils estimé.

Samedi dernier, Andry Rajoelina a lancé un appel à une grève générale dans tout Madagascar. Le mouvement a été peu suivi dans la capitale. Les Tananariviens continuent de travailler. Beaucoup n'ont pas répondu à l'appel de l'ancien maire. Face à cette situation, ce dernier ne se contente plus de discours sur la Place du 13 mai mais tente d'aller directement dans les locaux administratifs pour chercher les employés. Il sait bien que tant que l'administration fonctionne, son mouvement n'aboutira jamais.

**Recueilli par H.R**



## Les barricades de tous les dangers.

*Vivement insurrectionnel, le recours aux barricades était limité aux manifestations sur la place du 13 mai, hier, la donne a changé.*

Les dirigeants de la contestation ont modifié leur stratégie en appelant à la mise en place systématique de barricades à certains endroits d'Antananarivo, tant pour accentuer la pression sur les autorités que pour garantir la sécurité des militants.

Cette nouvelle stratégie de harcèlement des manifestants du 13 mai fait suite aux échauffourées intervenues lundi au campus universitaire d'Ankatso et à Ambohipo avant-hier. Lundi en effet, suite à une rumeur sur l'arrestation imminente de Sareraka, principal animateur des rencontres sur la place du 13 mai, des barricades ont été élevées pour empêcher l'accès au quartier d'Ambohipo des forces de l'ordre.

Des heurts entre riverains et éléments de l'Emmo-nat en ont découlé. Depuis lors, l'idée d'étendre cette tactique de barricade a germé chez les militants Tgy qui entendent l'étendre à une plus vaste échelle dans la capitale, malgré les risques d'affrontements que cela engendre.



**Le spectre d'une guerre civile**

L'on apprend que des partisans du chef de l'Etat sont tentés de s'engager dans des actions visant à démanteler les barrages élevés par les insurgés. Bien qu'aucun mot d'ordre en ce sens n'ait été lancé par les dirigeants du parti présidentiel ni par ses proches collaborateurs, hier le bruit se voulait insistant.

Si un tel scénario venait à se confirmer, l'affrontement généralisé au sein de la population serait inévitable. Une situation qui risque de conduire de manière inéluctable vers une guerre civile.

L'existence des barrages érigés par les militants du 13 mai et

les tentatives armées pour éliminer, que ce soit de la part des forces de l'ordre ou à l'initiative des partisans du pouvoir accentuent ainsi le danger d'une partition du pays, ainsi qu'au sein de la population elle-même.

Face à l'imminence de cette menace, aucune mobilisation particulière n'est cependant constatée aussi bien du côté des autorités qui ne réagissent que ponctuellement face aux barricades que du côté de l'opposition qui semble de fait engagée dans une logique de confrontation à outrance inquiétante.

De nouveau livrées à elles-mêmes, les parties en présence pourraient être tentées de privilégier la manière forte pour

s'imposer sur le terrain. En effet, alors même que l'unique moyen de conjurer le spectre d'une guerre civile ou à tout le moins une confrontation à grande échelle reste une sortie de crise négociée, les négociations entre les protagonistes ne sont pas encore sûres de reprendre de sitôt. La question qui se pose est alors de savoir si les médiateurs du FFKM et ceux de la communauté internationale sauront se montrer suffisamment convaincants pour faire entendre raison aux deux parties et relancer la dynamique du dialogue. A moins que les circonstances ne les disqualifient de manière irrémédiable et n'ouvrent la porte à tous les scénarii possibles : l'anarchie ou son contraire, une mise au pas brutale et martiale.

**Miaivolo lona**

**MERCREDI 4 MARS 2009**

Crise politique

### **L'Union Africaine s'investit**

Le Commissaire en charge de la sécurité et de la paix au sein de l'Union africaine (UA) est à Antananarivo depuis hier mardi 3 mars. Il s'agit de Ramtane Lamamra. Il est porteur d'un message du Secrétaire général de l'UA, Jean Ping, au président Marc Ravalomanana.

L'essentiel du message est que l'UA fait confiance aux différentes composantes de la classe politique malgache et qu'elles sauront dépasser la conjoncture difficile actuelle pour retrouver en juillet prochain, un peuple uni et fier d'accueillir le Sommet de l'UA. Ce sera un événement majeur dans l'histoire du pays, a-t-il noté.

D'après cet émissaire de l'UA, une dynamique de dialogue est en cours et elle doit se poursuivre. Le rôle de l'UA et des Nations unies dans ce dialogue est d'aider le temps qu'il faudra, les forces politico-sociales malgaches à trouver une solution malgache à des problèmes malgaches.

*Recueilli par Valis*

**Source: <http://www.madagascar-tribune.com/L-Union-Africaine-s-investit,11287.html>**

## Société civile

*Le Gal Ratriमारivony et*



*Madeleine Ramaholimihaso présents à l'avaloha.*

Une délégation de membres de la société civile a rencontré, hier, le FFKM et le représentant du SG des Nations Unies. La plate-forme composée par des groupes d'intérêts de divers horizons s'est entretenue préalablement avec Andry Rajoelina puis avec le Président de la République à l'avalolia. Une délégation conduite par sa présidente, Lalao Randriamampionona, composée, entre autres, de Madeleine Ramaholimihaso et du général Guy Ratriमारivony. Ce dernier s'exprimant au nom de la société civile a exposé, avanthier, au Chef de l'Etat, les contributions et propositions de ce cercle concernant notamment le retour et le renforcement de l'ordre et de la paix civile et la reprise régulière du travail. La société civile estime également que la base de la sortie de crise est une solution négociée et non la force.

Pour sa part, le président Marc Ravalomanana a affirmé qu'« il est toujours prêt à discuter librement et à recevoir les propositions d'idées ». Il s'est félicité par ailleurs de cette rencontre avec la société civile dans la recherche de solutions de sortie à cette crise qui plonge depuis deux mois le pays dans le désordre.

**Recueillis par Dominique R.**